

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 24 (1915)
Heft: 17

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

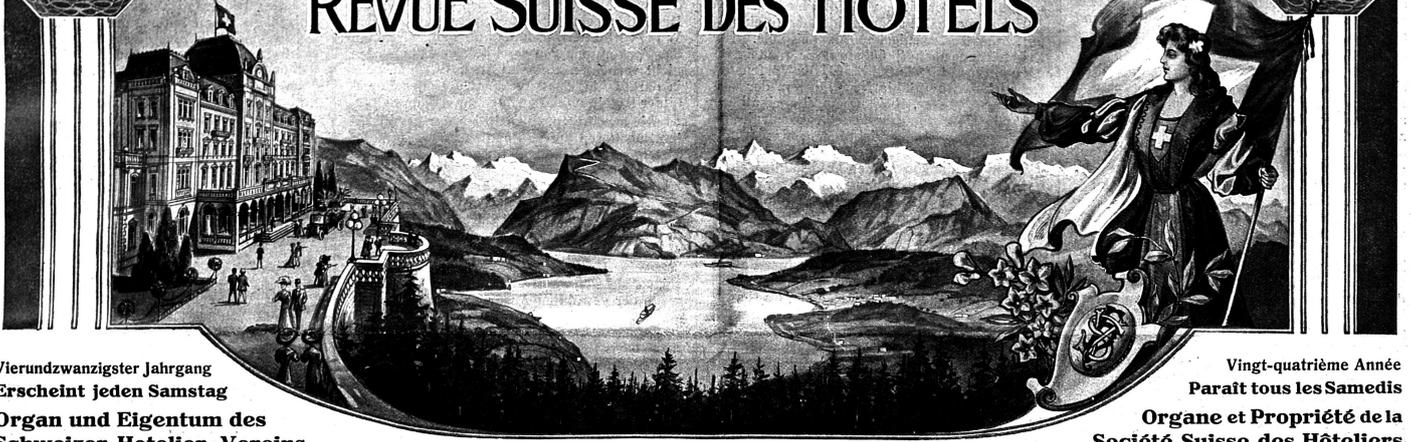
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SUISSE DES HOTELS



Vierundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag
Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

Vingt-quatrième Année
Paraît tous les Samedis
Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

ALLEINIGE INSERTEN-ANNAHME: RUDOLF MOSSE, Annoncen-Expedition
Zürich, Basel, Harau, Biel, Bern, Chur, Glarus, St. Gallen, Schaffhausen, Solothurn, Berlin, Breslau, Dresden, Düsseldorf, Frankfurt a. M., Hamburg, Köln a. Rh., Leipzig, Magdeburg, Mannheim, München, Nürnberg, Prag, Strassburg i. Els., Stuttgart, Wien
sowie durch die Exp. d. Bl.
Fr. 1.- per Petitzeile, für Reklamen ausl. Ursprungs 35 Cts. Reklamen

INSERTIONSPREIS: Pro 7 gespaltene Petitzeile oder deren Raum 25 Cts., für Anzeigen ausl. Ursprungs 35 Cts. Reklamen
Fr. 1.- per Petitzeile, für Reklamen ausl. Ursprungs Fr. 1.25. Vereinsmitglieder 50% Vergünstigung.

ABONNEMENT: SCHWEIZ: Jährl. Fr. 10.-, halbjährl. Fr. 6.-, vierteljährl. Fr. 3.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.25. AUSLAND
(inkl. Postzuschlag): Jährl. Fr. 15.-, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 3.50, 1 Monat Fr. 1.60.

Postcheck- & Giro-Konto No. V, 85 o Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: E. Stigeler, Basel.

LES ANNONCES sont uniquement reçues par RUDOLF MOSSE, Agence de Publicité
Zürich, Basel, Harau, Biel, Bern, Chur, Glarus, St. Gallen, Schaffhausen, Solothurn, Berlin, Breslau, Dresden, Düsseldorf, Frankfurt a. M., Hamburg, Köln a. Rh., Leipzig, Magdeburg, Mannheim, München, Nürnberg, Prag, Strassburg i. Els., Stuttgart, Wien
sowie durch die Exp. d. Bl.
Fr. 1.- par Petitzeile, pour Reclames étranger 35 cts., réclames
Fr. 1.- par petite ligne, réclames provenant de l'étranger Fr. 1.25. Sociétaires 50% de remise.

PRIX DES ANNONCES: La petite ligne ou son espace 25 cts., pour les annonces provenant de l'étranger 35 cts.; réclames
Fr. 1.- par petite ligne, réclames provenant de l'étranger Fr. 1.25. Sociétaires 50% de remise.

ABONNEMENTS: SUISSE: 12 mois fr. 10.-, 6 mois fr. 6.-, 3 mois fr. 3.50, 2 mois fr. 2.50, 1 mois fr. 1.25. ETRANGER
(fr. de port compris): 12 mois fr. 15.-, 6 mois fr. 8.50, 3 mois fr. 4.50, 2 mois fr. 3.50, 1 mois fr. 1.60.

Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. Compte de chèques postaux No. V, 85 o
TÉLÉPHONE No. 2406. ■■■ Druck: Schweizerische Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Hotelfachschule

des
Schweizer Hotelier-Vereins in Cour-Lausanne
Gegründet 1892.

Am 25. Mai 1915 beginnt ein neuer
Kochkurs
mit 3/2monatiger Dauer für interne Schüler.
Auskünfte und Unterrichtsplan durch die
Direktion der
Hotelfachschule in Cour-Lausanne.

Ecole professionnelle

de la
Société Suisse des Hôteliers à Cour-Lausanne
Fondée en 1892.

Le 25 Mai 1915 un nouveau
Cours de cuisine
d'une durée de trois mois et demi sera ouvert
pour élèves internes.
Pour renseignements et plan d'enseignement
s'adresser à la
Direction de
l'Ecole Hôtelière à Cour-Lausanne.

Ersatzwahl

eines Mitgliedes in den Aufsichts-Rat im Kreise III.

Ausgegebene Stimmkarten 175
Eingegangene 74
Absolutes Mehr 38

Stimmen'erhalten:

Herr A. Bon, junior, Vitznau 72
„ Jos. Auf der Maur, Brunnlen 2

Gewählt ist: Herr A. Bon.

Die Stimmzähler:

Paul Otto
Oscar Michel

Basel, den 21. April 1915.

Extrait du procès-verbal

des
débérations du Comité

Séance du 12 Avril 1915, 9 1/2 h. matin,
à l'Hôtel du Cygne à Lucerne.

Sont présents:

- M^r O. Hauser, président,
- E. Cattani, vice-président,
- H. Haefeli, suppléant,
- A. Riedweg,
- E. Stigeler, secrétaire.

Débérations:

1^o Le procès-verbal de la dernière séance est approuvé.

2^o Union des Sociétés suisses de développement. MM. H. Haefeli membre du Comité, et E. Stigeler, secrétaire de la Société, sont désignés pour assister à l'assemblée des délé-

gués de l'Union des Sociétés suisses de développement fixée au 24 avril.

3^o Liste des membres. Sur la proposition du secrétaire le Comité décide de renoncer, pour des raisons d'économie, à publier cette année la liste des membres de la Société. Les changements survenus depuis l'année dernière seront imprimés comme supplément à la liste de l'an dernier et un exemplaire en sera envoyé à tous les sociétaires.

4^o Questions d'assurances. Un certain nombre de nouvelles offres sont parvenues au Comité pour l'assurance bris de verre et l'assurance chômage. Elles ont été soumises pour examen et préavis à l'expert d'assurance choisi par la Société. L'expert qui assiste à la séance, présente un rapport très circonstancié. Sur sa proposition le Comité décide de demander aux deux Sociétés d'assurances contre le bris de verre dont les offres sont les plus avantageuses pour la Société et pour ses membres un projet de contrat de Société. Par contre on attendra des offres plus avantageuses en ce qui concerne l'assurance-chômage.

En attendant, les sociétaires seront rendus attentifs à la disposition de l'art. 47 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance, article en vertu duquel des renouvellements tacites de contrats d'assurance pour plus d'une année sont déclarés nuls en ce qui concerne les renouvellements postérieurs au 1^{er} janvier 1910, date de l'entrée en vigueur de la susdite loi.

5^o Mesures de secours. Le président donne connaissance de l'ordonnance prise le 30 mars dernier par le Conseil fédéral en modification de sa décision du 28 septembre 1914 relative à la question générale de limitation de durée pour les sursis aux poursuites. Aux termes de cette ordonnance le débiteur à qui un sursis aux poursuites a été accordé avant le 1^{er} avril 1915 peut réclamer de l'autorité compétente en matière de concordat la prolongation moratoire jusqu'au 31 décembre 1915 s'il prouve que les motifs qui lui ont valu l'octroi de cet arrangement continuent d'exister sans qu'il y soit de sa faute.

La durée de validité d'un sursis ordinaire, accordé postérieurement au 1^{er} avril, pourra également être étendue jusqu'à la fin de cette année, mais elle ne devra pas dépasser cette date.

Cette décision donne dans une certaine mesure satisfaction à nos requêtes. Un sursis à date indéterminée ou, comme notre Comité le proposait, un sursis pour la durée de la guerre plus un ou deux ans après la signature de la paix n'a, à cause de ses conséquences, pas obtenu l'agrément du Conseil fédéral. L'autorité fédérale a jugé comme plus à propos de s'en tenir au système de la prolongation générale des sursis, mais avec terme limité, quitte pour le Conseil fédéral à renouveler plusieurs fois ce sursis avant son expiration et en tenant compte chaque fois de l'état de choses existant à la veille du renouvellement.

Différents avis devant être encore préalablement requis, il n'a pas été pris de résolution sur l'interprétation, demandée en même temps, de l'article 805 du Code civil suisse relatif à la mise en gage du mobilier d'hôtel, non plus que sur la question de l'introduction du «warrant hôteliers» établi sur le modèle de la France.

A l'instigation du Comité aura lieu dans les premiers jours, sous la conduite de Messieurs les Conseillers nationaux Michel, Dr A. Seiler et Emery, une conférence de membres de l'Assemblée fédérale où sera examinée la situa-

tion critique de l'industrie hôtelière et où seront discutées les mesures propres à atténuer les effets de la crise actuelle. Le président et le secrétaire prendront part à cette conférence comme représentants de la Société Suisse des Hôteliers.

6^o Impôt de guerre. Lecture est donnée d'une lettre d'un membre de la Société relative à la perception de l'impôt de guerre projeté. Selon les renseignements recueillis l'intention serait, vu la situation critique de notre état économique, de prendre comme base pour la levée de cet impôt, en ce qui concerne la revenue, la moyenne obtenue sur les trois années 1913, 1914, 1915.

Le Comité s'emploiera auprès des autorités compétentes pour que cet impôt ne devienne exigible qu'après le retour à des temps plus normaux.

7^o Société suisse pour les convalescents de guerre. Conformément au mandat qu'il en avait reçu du Conseil de Surveillance le Comité s'est renseigné sur l'activité de la société, récemment fondée, pour les convalescents de guerre. Comme cela résulte du rapport d'un membre de notre Société appartenant aussi à ce nouveau groupement, ce dernier a fait de son côté de grands efforts pour attirer en Suisse des convalescents ressortissant aux Etats belligérants, mais ces tentatives n'ont eu aucun succès jusqu'à présent. Ce résultat négatif justifie entièrement les prévisions pessimistes émises dès le début par notre Comité au sujet de l'entreprise de cette nouvelle société.

8^o Apprentis cuisiniers et apprentis sommeliers. Le secrétaire donne des détails sur une séance tenue récemment par la commission spéciale chargée de préparer une réglementation uniforme dans la question des apprentis cuisiniers et des apprentis sommeliers. Une nouvelle séance aura lieu prochainement et des projets définitifs y seront déposés pour transmission au Comité.

9^o Observance des prix figurant au Guide des Hôtels. Le Comité a reçu de différents côtés des plaintes au dire desquels les prix minima indiqués dans le Guide des Hôtels ne sont pas partout observés. En considération du coût élevé des denrées alimentaires, il est de l'intérêt absolu de chaque hôtelier de ne descendre en aucun cas au-dessous des prix minima spécifiés dans le Guide des Hôtels. Le Comité rappelle à ce sujet sa lettre circulaire du 13 mars adressée à tous les membres. L'inobservance de cette circulaire provoquerait une intervention du Comité.

10^o Fédération Universelle. La Fédération Universelle des Sociétés d'hôteliers a, selon communication de son président, renoncé pour cette année à percevoir les cotisations ordinaires de ses membres.

Conformément à la demande qu'en a faite le président de la Fédération cette résolution a été portée par la direction de notre Société à la connaissance de toutes les unions appartenant à la Fédération. Jusqu'à présent toutes les Sociétés qui ont répondu ont ratifié cette décision.

11^o Communications et divers.

a) Le président donne connaissance d'une correspondance échangée avec une Société locale relativement à un membre sorti de celle-ci.

b) Dans une affaire de plainte en réclamation déloyale le Comité arrête les termes de la réponse à faire parvenir à l'avocat du défendeur.

c) Le Comité tiendra une nouvelle séance la semaine prochaine pour s'occuper du rapport et des différents comptes annuels.

La séance est levée à 1 heure.

Le Président: O. Hauser,
Le Secrétaire: E. Stigeler.

Zur Frage der Verpfändung von Hotelmobilien.

Art. 805 des Zivilgesetzbuches.

In den allgemeinen Bestimmungen des Z. G. B. über das Grundpfand lautet der Art. 805 in Abs. 1 und 2 wie folgt:

«Das Grundpfandrecht belastet das Grundstück mit Einschluss aller Bestandteile und aller Zugehör.»

«Werden bei der Verpfändung Sachen als Zugehör ausdrücklich angeführt und im Grundbuch angemerkelt, wie Maschinen und Hotelmobilien, so gelten sie als Zugehör, solange nicht dargetan ist, dass ihnen diese Eigenschaft nach Vorschrift des Gesetzes nicht zukommen kann.»

Es ist für einen Hotelier, der auf Grundpfand hin Geld sucht, von grosser Bedeutung, daß er das Mobilium mitverpfänden kann, ohne dass dasselbe von vorangehenden Pfandrechten, bei deren Errichtung es nicht mitverpfändet worden ist, ergriffen wird. Wenn der Hotelier das Mobilium in dieser Weise mitverpfänden kann, wird er noch Geld finden können, wo er bei Mißreiffung des Mobiliums durch frühere Pfandrechte keines mehr bekommen würde.

Es könnten die Interessen auch anderer Hypothekenschuldner in Betracht fallen. Wir behandeln aber hier die Frage nur mit Bezug auf die Hotellerie; der Art. 805 Z. G. B. erwähnt, abgesehen von den Maschinen, nur das Hotelmobilium.

In einer Eingabe, welche der Vorstand des Schweizer Hotelier-Vereins zur Erzielung möglichen Schutzes der bedrohten Stellung des Hoteliengewerbes kürzlich an den Bundesrat richtete, ist als einer der ins Auge zu fassenden Punkte der folgende bezeichnet worden:

«Interpretation des Art. 805 Z. G. B. dahin gehend, ob bei Hotelmobilien-Verpfändung nur diejenigen Pfandbriefe und Güllen hievon profitieren, in denen speziell das Mobilium mitverpfändet wurde, oder ob dieses Mobilium auch für die früher errichteten Schuldbriefe als mitverpfändet gilt. Eventuell ob für alle früheren, auch die unter altem Recht errichteten, — das die Mobilien-Verpfändung in einzelnen Kantonen nicht kannte — oder nur für die neuen.»

Unsererseits bemerken wir zu dieser Sache Folgendes: Aus dem Art. 805, welcher diejenigen Sachen als Zugehör erklärt, welche bei der Verpfändung als Zugehör ausdrücklich angeführt und im Grundbuch angemerkelt werden, scheint sich durch Rückschluss logischerweise folgender Satz zu ergeben:

Werden bei der Verpfändung Sachen, wie Maschinen und Hotelmobilien, nicht als Zugehör ausdrücklich angeführt und im Grundbuch angemerkelt, so gelten sie nicht als Zugehör.

Würde dieser Rückschluss abgelehnt, so hätten wir das missliche Resultat, dass der Sinn im Art. 805 d. r. wäre:

Werden bei der Verpfändung Sachen, auch solche, die sowieso Zugehör sind, als Zugehör ausdrücklich angeführt und im Grundbuch angemerket, so gelten sie als Zugehör.

Enthält das Zivilgesetzbuch wirklich eine derart pleonastische Bestimmung? (Für die Verneinung vergl. *Wieland*, Kommentar zum Z. G. B. Art. 805, Anm. 6b: «Die Anmerkung im Grundbuch bewirkt, dass auch solche Gegenstände Zugehör werden, die es nach der Verkehrsübung nicht sind.» Also auch *Wieland* spricht sich für eine konstitutive Wirkung des Eintrages im Grundbuche aus.)

Bei Besprechung in juristischen Kreisen sind indessen gegen die angeführte Auffassung Einwendungen erhoben worden, namentlich auch unter Berufung auf die Kommentare zum Zivilgesetzbuch. Bei Behandlung des Art. 805 greifen die Kommentare stellenweise auf denjenigen Artikel zurück, der sich an und für sich mit der Definition der Zugehör befasst, den Art. 644.

Wir zitieren hier zunächst den Art. 642, welcher wie folgt lautet:

«Wer Eigentümer einer Sache ist, hat das Eigentum an allen ihren Bestandteilen.»
«Bestandteil einer Sache ist alles, was nach dem am Orte üblichen Auffassung zu ihrem Bestande gehört und ohne ihre Zerstörung, Beschädigung oder Veränderung nicht abgetrennt werden kann.»

Der Art. 644 sodann hat in den auf unsere Frage allein bezüglichen Absätzen 1 und 2 folgenden Wortlaut:

«Die Verfügung über eine Sache bezieht sich, wenn keine Ausnahme gemacht wird, auch auf ihre Zugehör.»

«Zugehör sind die beweglichen Sachen, die nach dem am Orte üblichen Auffassung oder nach dem klaren Willen des Eigentümers der Hauptsache dauernd für deren Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung bestimmt und durch Verbindung, Anpassung oder auf andere Weise in die Beziehung zur Hauptsache gebracht sind, in der sie ihr zu dienen haben.»

Die verschiedenen Rechtssysteme stimmen in der Definierung und Abgrenzung von Bestandteilen, Zugehör und freien Fahrnisstücken nicht durchweg mit einander überein. Was nach dem einen Bestandteil ist, gilt nach einem andern als Zugehör. In einzelnen wird zwischen Bestandteilen und Zugehör überhaupt nicht unterschieden.

Das gemeine Recht, wie es uns in den Pandektenbüchern entgegentritt, dehnt den Zugehörbegriff nicht weit aus. Nach *Windscheid* ist Zugehör eine Sache, welche, ohne Bestandteil einer andern Sache zu sein, zu ihr doch in einem Verhältnis steht, dass sie nach der Verkehrsauffassung in ihr begriffen ist. *Keller* führt als Zugehör bei landwirtschaftlichen Grundstücken Rebstöcke, bei Häusern Schlüssel, Vorfenster usw. auf. Was nicht oder nagelfest ist, wird von *Keller* als Zugehör behandelt, von *Wieland*, im Kommentar zum Zivilgesetzbuch, als Bestandteil. Mobilien werden im gemeinen Rechte nirgends als Zugehör genannt und wird offenbar auch nirgends als Zugehör betrachtet. *Keller* fügt bei: über das, was als Zugehör zu gelten habe, seien die Regeln insofern nicht feste, als es in den konkreten Fällen meistens auf den Willen des Eigentümers, überhaupt der Interessenten, ankomme.

Das bürgerliche Gesetzbuch des Kantons Luzern, das, wie auch noch andere schweizerische Privatrechte, mehr auf dem Boden des gemeinen Rechtes stand, machte zwischen Bestandteilen und Zugehör nicht in systematischer Weise einen Unterschied. Dasselbe handelt vielmehr schlechthin von den unbeweglichen Sachen (§§ 206—210) im Gegensatz zu den beweglichen Sachen. «Die Sachen sind unbeweglich durch ihre Natur, durch ihre Bestimmung, oder durch den Gegenstand, worauf sie sich beziehen.» (§ 206.) «Ihrer Natur nach unbeweglich sind die Sachen, welche ihrer Substanz nach nicht von einer Stelle zur andern gebracht werden können.» Als Beispiele werden angeführt: Aecker, Mänten u. s. w., Gebäude. Früchte sind, so lange sie von einem Grundstücke nicht losgetrennt sind, Bestandteile desselben und also unbeweglich (§ 207.) «Ihrer Bestimmung nach unbeweglich sind solche an sich bewegliche Sachen, die zum beständigen Gebrauch und Dienste einer unbeweglichen Sache bestimmt worden sind. Demnach sind unbeweglich: a) Alles, was auf Grund und Boden in der Absicht angeführt wird, um allda zu verbleiben, als Pflähe, Hecken usw.; b) alles, was erde-, mauer-, nut- und nagelfest ist und ohne Beschädigung der Stelle, an welcher es befestigt worden, nicht weggenommen werden kann, als: eingemauerte Schränke, Gegenstände, welche einen Teil der Wand oder des Gefälts ausmachen, eingemauerte Kessel, Brunnenbetten usw.; c) alles, was zu einem Ganzen und gleichsam unzertrennlich davon gehört, oder zum steten örtlichen Gebrauch gewidmet ist, als: zum Haus die Türe, Fenster, die Brüggen und Lager in den Kellern, Wein-, Most- und andere Trotten usw.; d) die Bewaffnungs- und Löschgegenstände und andere Gerätschaften, welche die Gesetze als unveräußerlich von einem Wohnhaus erklären; e) endlich der auf einer Liegenschaft vorfindliche Dünger.» (§ 208.) Dem Gegenstande nach sind unbeweglich die zu einer unbeweglichen Sache gehörenden Rechte, wie Tavernenrechte, Grundgerechtigkeiten usw. (§209.)

Nach dem Gesetz über das Handänderungs- und Hypothekarenwesen von 1861 darf nur das, was nach § 207 und ff. des bürgerlichen Gesetzbuches zum Liegenden gehört, hypotheka-

risch verschrieben werden, dazu die mit einer Liegenschaft verbundenen mechanischen Einrichtungen. Eine Mitverpfändung von Mobilien irgend welcher Art kann nicht stattfinden.

Das Privatrechtliche Gesetzbuch des Kantons Zürich spricht einerseits von den Teilen einer Liegenschaft, darunter die in einem Gebäude nut- und nagelfest gemachten Sachen (§ 49), andererseits von Zugehörden (§ 50), und es zählt sie an beiden Orten einzeln auf, zum Teil wenigstens als Beispiele. Die Zugehörden nach § 50 sind die natürlichen, darunter die Schlüssel, die Vorfenster, Rebstücker, Stützpfähle für Pflanzen, der vorhandene Dünger, bei einem Fabrikationsgebäude die eigens für dasselbe konstruierten oder angepassten Vorrichtungen, wie Spinnstühle und Stickmaschinen. Daneben sind in § 52 eine Reihe von Sachen aufgezählt, welche gemäß Bestimmung der Parteien als Zugehörden behandelt werden können, die sog. gewillkürten oder vertraglichen Zugehörden. Es sind u. a. genannt Löschgerätschaften, Obstmühlen, Vorräte an Ziegeln, Brettern, bewegliche Oefen, die zum Betriebe einer Fabrik usw. dienenden Gerätschaften und Werkzeuge, endlich die zum Betriebe eines Gasthofes dienenden Möbel. Im übrigen ist also auch nach dem privatrechtlichen Gesetzbuch und den ihm folgenden kantonalen Rechten den Möbeln nirgends Zugehörden zugesprochen worden. Nach dem Kommentar von *Schneider* lag schon im § 52, namentlich hinsichtlich des Hotelmobiliars, eine weite, nach Ansicht mancher allzu weite Ausdehnung des Begriffes der Zugehörden.

Alle Zugehörden konnten, nach § 56, auf dem Wege des Immobilienpfandrechtes nur in Verbindung mit der Hauptsache verpfändet werden.

Das Schweizerische Zivilgesetzbuch gibt in den Artikeln 642 und 644 nur prinzipielle Definitionen und hat es, wie aus dem Texte ersichtlich ist, und wie in der Botschaft des Bundesrates noch ausdrücklich hervorgehoben wird, vermieden, Beispiele aufzustellen. Die Frage, ob nach dem Zivilgesetzbuch Möbel, insbesondere Hotelmobiliar, Zugehör sein können, ist in den Kommentaren eingehend und mit vielem Detail behandelt worden. Wir beschränken uns darauf, hier einige Sätze anzuführen:

Requisit der Zugehörden ist dauernde Bestimmung für den Dienst der Hauptsache. Diese muss zur Erfüllung eines dauernden Zwecks bestimmt sein, unabhängig von der besonderen Bestimmung, welche der gegenwärtige Besitzer ihr erteilt. Nicht Zugehör sind demnach Sachen, die dem Besitzer nur zu vorübergehendem Gebrauche dienen, rasch abnutzbare Gegenstände, wie Möbel. (*Wieland*)

Als wichtig wird die Ortsübung hervorgehoben. Entscheidend sei die Auffassung des Verkehrs. Diese bestimme sich nach der Verkehrsbewegung bei Käufen und sonstigen Veräußerungen: es sei zu fragen, ob es in der betreffenden Landesgegend üblich ist, die Sache zugleich mit einer andern Sache zu veräußern. Das Hotelinventar werde vielleicht an einem Orte vom Erwerber des Hotels mit übernommen, während anderorts der Erwerber sein eigenes Inventar verwendet. Das Inventar eines Hotels an Gläsern, Tellern usw. sei für diesen Betrieb durchaus unentbehrlich, werde jedoch von den kantonalen Rechten nicht einmal zu den gewillkürten, geschweige denn zu den gesetzlichen Zugehörden gerechnet. Das kantonale Recht gelte als Ausdruck der Ortsübung. (So steht es auch in Artikel 5, Abs. 2, Z. G. B.) «Hotelmobiliar wird im allgemeinen nicht als Zugehör angesehen.» (*Wieland*). Auch *Curti-Forrer* (Anm. 21) erklärt: «Hotelmobiliar ist im allgemeinen nicht Zugehör.» Auf dem Standpunkt der Kommentare würden jedenfalls in Kantonen, welche, wie Luzern, die Mitverpfändung von Mobilien nicht kannten, die Hotelmöbel nicht Zugehörden und in den früheren Hypotheken nicht mitverpfändet sein.

Die Kommentare behandeln auch den Unterschied zwischen gesetzlicher (natürlicher) und gewillkürter (vertraglicher) Zugehör. *Wieland* sagt (immer bei Art. 644), nur die kantonalen Rechte kennen gewillkürte Zugehör. das Z. G. B. dagegen lasse gewillkürte Zugehörden nicht zu. Zu den Unterschieden zwischen den gewillkürten Zugehörden und denjenigen des Zivilgesetzbuches sollen nach *Wieland* gehören: Die Zugehörden nach Z. G. B. müssen die gesetzlichen Voraussetzungen von Zugehörden erfüllen, bei den gewillkürten sei dies nicht der Fall. Habe der Eigentümer gewisse Sachen als Zugehörden im Sinne des Z. G. B. erklärt, so seien sie es durchweg für alle mit der Hauptsache vorzunehmenden Rechtshandlungen, die gewillkürten dagegen gelten als Zugehör nur für das betreffende einzelne Rechtsgeschäft, z. B. die Verpfändung eines Hotels samt Inventar.

Demgegenüber ist zu bemerken, dass auch nach den kantonalen Rechten (man vergleiche § 52 des Zürcher Gesetzes) die gewillkürten Zugehörden die für Zugehörden überhaupt bestehenden natürlichen Voraussetzungen erfüllen müssen. Davon, dass alle beliebigen Fahrnisgegenstände, auch die zum persönlichen Gebrauch bestimmten, z. B. die Schmuckgegenstände, zu Zugehörden von Liegenschaften gemacht werden können, ist auch in den kantonalen Rechten keine Rede. Aus dem gleichen § 52 in Verbindung mit § 55 ist ersichtlich, dass die dortigen sog. gewillkürten Zugehörden das nicht nur für ein einzelnes Rechtsgeschäft sind, sondern allgemein als

Zugehörden behandelt werden. In diesen beiden Punkten steht das bei *Wieland* zitierte Basler Gesetz — betr. die Verpfändung von Fahrnis als Zugehörden von Liegenschaften — vom 29. Juni 1882 auf dem gleichen Boden wie das Zürcher Gesetz.

Der Satz sodann, dass das Zivilgesetzbuch gewillkürte Zugehör schlechterdings nicht zulasse, scheint uns mit dem Gesetze nicht vereinbar zu sein. Insofern das Gesetz für die Herstellung einer Zugehörden auf den Willen des Eigentümers abstellt, wird man das Vorkommen von gewillkürten Zugehörden nicht verneinen können. Auch *Wieland* weist ja darauf hin, dass nach Art. 805 der Eigentümer Hotelmobiliar zu Zugehör erklären kann.

Die erwähnten, hinsichtlich der gewillkürten Zugehörden der kantonalen Rechte und der Zugehörden des Zivilgesetzbuches in einzelnen Kommentaren gemachten Distinktionen scheinen uns nicht nötig, nicht zutreffend, und nicht von praktischem Wert zu sein. Sie scheinen uns auch nicht durch die Botschaft des Bundesrates gestützt zu sein. Die Botschaft bemerkt, die Zugehör erhalte im Gesetze eine Umschreibung, die ausreichend klar sei, sobald sich die Rechtspraxis mit der Tragweite der gewählten Ausdrücke einigermaßen vertraut gemacht habe. Namentlich trifft die Befürchtung durchaus nicht zu, dass der Zugehörbegriff damit über das erlaubte Mass ausgedehnt werde. Unserer Erörterung gegenüber könnte eine solche Befürchtung zum vorneherein nicht Platz greifen. Denn diese Erörterung führt nicht zu einer Ausdehnung des Zugehörbegriffes, sie will vielmehr einer zu weiten Ausdehnung entgegenreten.

Bei Erwähnung der Botschaft und des Entwurfes mag daran erinnert werden, dass der Art. 644 des Gesetzes im Entwurf 638, der Art. 805 des Gesetzes im Entwurf 794 ist. 794 ist etwas anders, etwas kürzer redigiert als 805, aber sachlich ebenfalls übereinstimmend.

Nach diesem kurzen Blick in die Kommentare und einige andere Materialien möchten wir nun aber auf Folgendes aufmerksam machen. Nach dem Art. 644 wird die Zugehörden einer Sache nicht schon dadurch hergestellt, dass Letztere nach der am Orte üblichen Auffassung oder nach dem klaren Willen des Eigentümers der Hauptsache dauernd für deren Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung bestimmt ist. Das ist nur eines von zwei Requisiten. Das andere besteht darin, dass sie durch Verbindung, Anpassung oder auf andere Weise in die Beziehung zur Hauptsache gebracht ist, in der sie ihr zu dienen hat. Kraft dieser Bestimmung können Hotelmöbel, überhaupt Möbel, dadurch Zugehör werden, dass sie für ein bestimmtes Zimmer eigens konstruiert, ihm angepasst werden. Wie z. B. eine Statue dadurch zur Zugehör werden kann, dass eine bestimmte Nische im Hause eigens für sie eingerichtet ist. Das trifft nun aber für die Möbel im grossen und ganzen nicht zu. Die Möbel sind zur Hauptsache nicht «in die Beziehung» gebracht. Das blosse Hineinstellen der Möbel ist nicht eine Verbindung oder Anpassung und auch nicht eine der Verbindung oder der Anpassung gleichwertige «andere Weise». Das Hineinstellwerden ist ohnehin und überhaupt die Bestimmung der Möbel, und wenn in ihm nach dem Sinne des Gesetzes das Inbeziehungbringen läge, so hätte es keinen Sinn gehabt, neben der Zweckbestimmung (Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung) noch ein anderes, besonderes Requisite aufzustellen. Es ist also zu sagen, dass nach dem Zivilgesetzbuche die Möbel, Hotelmöbel und andere, vorbehaltlich des Nachweises besonderer Anpassung, nicht Zugehörden sind. Dieses Resultat wird uns mehr befriedigend können, als es in Uebereinstimmung steht mit dem gemeinen Rechte, und, fast ausnahmslos, mit den kantonalen Rechten. In Freiburg soll, nach *Wieland*, das Hotelmobiliar als Zugehör gelten. Ist das so und sind in dieser Richtung Privatrechte erworben worden, so werden nach den Einführungsbestimmungen zum Zivilgesetzbuche (Art. 17 und auch 25) die Inhaber dabei beschützt bleiben.

Das Grundpfandrecht belastet nach Art. 805 Z. G. B. ausser dem gänzlichen Grundstücke auch seine Zugehör. Die Möbel, die nicht Zugehör sind, werden vom Grundpfand nicht erfasst. Nach der prinzipiellen Bestimmung des Art. 805 können aber Fahrnisgegenstände, wie Hotelmöbel, bei der Verpfändung durch erklärte und grundbuchlich angemerkten Willen der Parteien zu Zugehörden gemacht und in das Grundpfandrecht einbezogen werden. Nun heisst es im Kommentar von *Wieland* (zu Art. 805): Die mit der Anmerkung verbundenen Wirkungen treten zu gunsten sämtlicher Pfandgläubiger ein. Ebenso *Curti*: Die Verpfändung (nämlich, dass die angemerkten Sachen Zugehör seien) gilt für alle Grundpfandgläubiger, nicht nur zu gunsten desjenigen, der die Anmerkung veranlasst hat.

Wäre dieser Satz unumstößlich, so würde die im Eingang unserer Ausführungen genannte Hilfsquelle für die schweizerischen Hoteliers nicht erreichbar sein. Wir vermögen indessen jenem Satze nicht zuzustimmen.

Nach dem Art. 805 sind diejenigen Sachen Zugehör, die bei der Verpfändung als solche angeführt werden. Jeder Pfandvertrag mit einem der verschiedenen Pfandgläubiger ist ein Rechtsgeschäft für sich. Der Pfandvertrag mit dem Gläubiger A ist ein anderer als der mit dem nachgehenden Gläubiger B, und

die beiden Verträge gehen einander nichts an. Sind Mobilien bei der Verpfändung mit B als Zugehör angeführt worden, so hatten sie dem B als Pfand; dagegen haften sie deswegen nicht auch dem A, wenn sie bei der Verpfändung mit A nicht als Zugehör angeführt worden sind. Das ergibt sich aus dem Gesetzeswortlaut klar und bestimmt. Auch das natürliche Rechtsgefühl sagt ohne weiteres: Die fraglichen Sachen sollen demjenigen als Pfand haften, dem sie verpfändet worden sind, nicht aber einem solchen, dem sie nicht verpfändet worden sind. Keine Rechte Dritter werden hierdurch verletzt. Der Gläubiger A hat dasjenige Pfand, mit dem er sich beim Vertragsabschluss begnügt hat und nach geltendem Rechte begnügen muss. Warum soll ihm das Gesetz ein weiteres oktroizieren? Warum soll es das Vertragsrecht der Parteien, ihre freie Dispositionsbefugnis, reglementieren, zum grossen Schaden von Interessenten? Warum sollte es dasjenige, was die kantonalen Gesetze wohlthätig zugelassen haben, verbieten? Der Satz, dass die Anmerkung zu gunsten sämtlicher Pfandgläubiger wirke, scheint uns mehr ein in doktrinärem Sinne aufgestellter zu sein, ohne dass für ihn ein praktisches Bedürfnis vorhanden wäre. Auch nicht eine innere Notwendigkeit. Im Gegenteil. Der Zusammenhang des Art. 805 mit dem Art. 644 wird für unsere Auffassung sprechen. Der Art. 644 gilt auch für die Verpfändung, als eine allgemeine Bestimmung. Der Art. 805 enthält hinsichtlich der Verpfändung eine besondere Bestimmung. Nach Art. 644 bezieht sich die Verfügung über eine Sache, als Regel, auch auf die Zugehör. Folgerichtig sagt Art. 805, dass auch das Grundpfandrecht die Zugehörden belastet. Nach Art. 644 kann aber durch Parteiwillen bestimmt werden, dass ausnahmsweise die Verfügung sich nicht auf die Zugehör beziehe. Anderserseits können nach Art. 805 Sachen, die an und für sich nicht Zugehör sind, durch Parteiwillen als Zugehörden erklärt und als solche mitverpfändet werden. Aus beiden Gesetzstellen resultiert die Dispositionsfreiheit der Parteien hinsichtlich der Zugehör und der Zugehörden. Und zwar ist sowohl die Verfügung des Art. 644 wie die Verfügung nach Art. 805 je ein Rechtsakt für sich, der nur *inter partes* wirkt.

Recht augenfällig wird die Sache, wenn man an den Fall denkt, dass die nachgehende Schuld, bei deren Eingebung allein die Konstituierung der Zugehör und ihre Verpfändung stattfand, abgezahlt würde. Sollte denn derjenige, der die Pfandnahme war, selbst dann noch Pfandrecht haben, nachdem der wirkliche Pfandnehmer aufgehört hat, Pfandgläubiger zu sein?

Dass bei der Verpfändung des Pfandes auf Exekution hin nicht Schwierigkeiten entstehen würden, dafür braucht man nur auf den Entscheid der Schuldbeiträge und Konkurskammer des Bundesgerichts vom 28. August 1914, Bd. 40, Teil III, No. 57, zu verweisen. Die Frage, ob nach Art. 805 a 11 Pfandrecht die Zugehör ergreifen, hat die Kammer als eine solche des materiellen Rechts bezeichnet und hat sie offen gelassen.

Dass unsere Auffassung des Art. 805, die uns dem Gesetze zu entsprechen scheint, von kompetenter Seite akzeptiert werde, ist im Interesse der schwer bedrohten Hoteliers und angesichts ihrer grossen wirtschaftlichen Bedeutung für die Schweiz dringend zu wünschen. Würde unserer Auffassung nicht beigetreten, so stände man vor der Tatsache, dass dem Gesetz bezüglich der erörterten Fragen überhaupt keine positive Vorschrift zu entnehmen wäre, und der Richter, nach Anleitung des Art. 1 Z. G. B., im Falle wäre, nach der Regel zu entscheiden, die er als Gesetzgeber aufstellen würde.

Dr. Joh. Winkler.



Appenzell. Die A.-G. Kurhaus Weissbad sieht sich genötigt, das Aktienkapital durch Abschreibung von Fr. 400.000 auf Fr. 200.000 herabzusetzen.

Baden. Für das Betriebsjahr 1914 bleibt das Aktienkapital der Gesellschaft Grand Hotel ohne Verzug. Die Dividende für die beiden Vorjahre betrug je 5 Prozent.

Genf. Durch Vermittlung des Hotel-Office übernahm Herr Jos. Haechler, vorher Hotel Löwen in Lenzburg, das Hotel de l'Élé, das er vollständig renovierte und neu einrichtete.

Genf. Durch Vermittlung des Hotel-Office in Genf kaufte Herr Ch. Scheidt, während langen Jahren im Hotel Central in Brüssel, die Hotel-Pension du Léman in Genf.

Lausanne. Für 1914 beantragt der Verwaltungsrat der S. A. Hotel Royal auf das Fr. 800.000 betragende Aktienkapital die Ausrichtung einer Dividende von 5% gegen 8% im Vorjahre.

Zürich. Das Hotel Wanner an der Bahnhofstrasse in Zürich ist durch Paul und Herrn Max Binder, Sohn des früheren Weinhändlers Binder-Broeg, übergegangen.

Vevey. Die A.-G. Sanatorium de l'Ermitage erzielte 1914 einen Reingewinn von Fr. 64.101 (i. V. Fr. 71.873). Der Verwaltungsrat beantragt die Ausrichtung einer Dividende von 5 Prozent (i. V. 7%), Fr. 10.000 Zuweisung zu den Dividendenreservfonds. Fr. 11.500 (i. V. nur Fr. 994) werden auf neue Rechnung vorgetragen. Bei einem Aktienkapital von Fr. 300.000 betragen die Reserven nunmehr rund Fr. 71.000.

Amsterdam. Zur Deckung der Mobilisationskosten ist in Holland eine Reihe neuer Abgaben eingeführt worden, die für das ganze gewirtschaftliche Gewerbe der Niederlande besondere Bedeutung besitzen. Vor allem hat man Akzisen, sowie Personal- und Gewerbesteuer wesentlich erhöht. Die Gastwirte suchen die verstärkte Steuerbelastung so weit als möglich auf das Publikum abzuwälzen. Zu diesem Zwecke haben ihre Organisationen zunächst beschlossen, die Preise bestimmter Getränke zu erhöhen, gleichzeitig werden auch ein Aufschlag von 10 bis 25 Cents auf Speisen und Dinners in Aussicht genommen. Daneben hat man die unentgeltliche Abgabe der Brötchen

Zuverlässige Kontrolle

Ihres Betriebs, von Bilanzen etc., Bücher-Experten, Durchführung von Liquidationen usw., befragt die Allgemeine
Ereuhand- und Revisionsgesellschaft, Basel, Gerbergasse 30, Telefon 5008.

Demme & Krebs, Bern
Begründet 1864 Export Telefon No. 1887
Spezialitäten: Kirschwasser, Enzian, Reckholder, Trusen, Zwetschgenwasser, Magenbitter, Heidelbeerbranntwein, süsse Liqueurs, div. Sirops etc.
Direkt. Import v. Cognac, Rhum, Arac, Wermuth, Malaga, Madere, Sherry, Portwein, Sherry-Brandy, Chartreuse, Bénédicotine etc.
CHAMPAGNER-WEINE
□ Goldene Medaillen und Diplome: □ Zürich, Melbourne, Paris, Bern, Genf etc.
(686)

Knaben-Institut „La Châtelaine“ bei Genf.
Direktor Prof. B. Thudium.
Sekundar-, Real- u. Handelsschule. Real-Gymnasium. Vorbereitung für höhere Schulen, u. a. für das Bldg. Polytechnikum. Gründl. Erlernung der modernen Sprachen. Beste Verpflegung. Grosser Park. Sport. Jeder Schüler eigenes Zimmer. Preise mässig. Referenzen u. Prospekte durch die Direktion. (181)

Société Suisse de Distributeurs automatiques de papiers à VEVEY.
Conditions avantageuses pour fournitures de boîtes et de papier pour water-closets. Papier de toute trequal, très solide et de grand format. Par l'emploi de ces appareils, on évite le gaspillage et l'humidité du papier, lequel on conserve toute sa propreté. (1800)
Pochettes hygiéniques de 50 Serviettes, recommandées aux militaires, touristes, etc. La plus ancienne maison pour ces fournitures en Suisse.

Besonderer Umstände **zu verkaufen** halber äusserst billig sehr gut erhaltene ca. 50 HP. (281)

Martini-Limousine
speziell als Hotel-Auto geeignet. Preis Fr. 4,000.—
Mercedes - Automobile, Zürich
Börsenstrasse 14.

Wegen Mangel an Cocosnussfetten etc. ist **Speiseöl „Ambrosia“**
doppelt interessant. Dieses feinste Naturöl macht sich bei den Hausfrauen immer beliebter. Trotz Kriegszustand das billigste Produkt zum Braten und Backen. Leicht verdaulich, weil stearinfrei. Auslese von nur gesunden Früchten, darum süss, mild und ohne jeden Beigeschmack. (275)
□ Goldene Medaille S. L. A. Bern 1914 □ Goldene Medaille S. C. & B. A. Zürich 1913.
Erstzöle weise man energisch zurück.
Ernst Hürlimann, Abt. Ambrosia, Wädenswil.

Zu vermieten: (284)
Pension „Villa Waldegg“, Frutigen
Bern Oberland, an der Frutigen-Adelboden-Strasse, bloss 10 Minuten vom Dorfe Frutigen entfernt, 14 Betten, gut eingerichtet, sonnige Lage, schöne Aussicht, angenehme Spazierwege. — Offerten sind zu richten an das Notariatsbureau Bühler in Aeschi bei Spiez, welches zu jeder weiteren Auskunft gerne bereit ist.

Directeur-Chef de réception-Gérant-Caissier
Schweizer, 34 Jahre, verheiratet, verkehrsgewandt, vier Hauptsprachen in Wort und Schrift, langjährige Praxis im Hotel- und Restaurantsfache, auch drei Jahre in Nordamerika konditioniert, sucht Jahresstelle. (283)
Adresse: Bruchon, Seestrasse No. 330, Zürich II.

DIREKTION.
Schweizer, 32 Jahre alt, mit allererikl. Referenzen, vier Hauptsprachen perfekt, seit fünf Jahren Besitzer eines feinen Hotels der franz. Riviera, wünscht, wenn möglich, mit seiner ebenfalls tüchtigen und sprachkundigen Frau, die Leitung eines erstklassigen Sommer-Hotels. Offerten unter Chiffre Z. U. 1495 an Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.
Mg. (198)

Hotel- & Restaurant-Buchführung
Amerikanisches System Frisch.
Lehre amerikanische Buchführung nach meinem bewährten System durch Unterrichtsbücher, Hunderte von Anrechnungsschreiben. Garantie für den Erfolg. Verlangen Sie Gratisprospekt. Prima Referenzen. Richte auch selbst in Hotels und Restaurants Buchführung ein. Ordne verlässliche Bücher. Gehe auch nach auswärts.
Alle Geschäftsbücher für Hotels auf Lager.
H. Frisch, Zürich I
Bücherexperte (184)

Hôtel-Inventar
ganz oder teilweise, sofort zu verkaufen. Offerten sub Chiffre P. 2068 an Haasenstein & Vogler, Lugano. (207)

Hotel-Pension
avec Café-Restaurant près Lausanne. 800—900 m. altitude **à louer**
S'adresser par écrit sous G 21234 L à Haasenstein & Vogler, Lausanne. (115)

Zu vermieten
auf nächste Saison in einem renommiert. Höhenkurort des Kantons Graubünden ein bekanntes, gut eingerichtetes **HOTEL**
mit 50 Fremdenbetten zu sehr günstigen Bedingungen. — Gefl. Anfragen unter Chiffre Z 101 Ch an Rudolf Mosse, Chur. (202)

Das **Telephon** ist grossartig, aber nur wenn **desinfiziert** mit **NEROFORM**

HOTEL à louer.
La Société Verschaure & Cie. offre à louer l'hôtel meublé qu'elle possède à Saint-Cergues sur Nyon (anciennement hôtel-pension Capt) comprenant 80 chambres. Buanderie moderne et bains. Eau et électricité. Grand parc ombragé et tennis. Pour tous renseignements s'adresser Etude Burnier, Notaire, à Nyon. (308)

Thee-Rikli
Neue Importen von **Ceylon-, Indischen- und Chinatheen**
in bekannt vorzüglichen Qualitäten und Mischungen
A. Rikli-Egger
Thee-Import en gros Bern
Telegramm-Adresse: „Riklithe“ Bern. (38)

Prima Existenz für 2 Herren. (225)
Erstklassiges, vollkommen modernes Hotel in Restaurant (vor kurzem des Bedürfnisses halber von 45 auf ca. 100 Zimmer erweitert) am Bahnhofe einer bekannten mittel-deutschen Stadt, ist todeshalber für 680,000 Mk. bei 100 Mille Anzahlung zu verkaufen. Jährl. Reingewinn vor Umbau über 30,000 Mk. Offerten unter M. G. 7743 an Rudolf Mosse, München-Vermitlerverweklos

Prima Existenz
Grössere feinere (222)
Pension
auf erstem Platz Zürichs nur an Hotelfachleute, krankheitshalber zu verkaufen. — Gefl. Offerten unter Chiffre Z. C. 1703 an die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.

EIER
Suche Abnehmer für frische Eier. Jb. Arn-Bühler, Niederbipp. (211)

Persil zum Waschen!
Bleichsoda "Henco" (187)

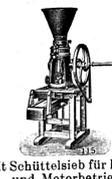
MAISON FONDÉE EN 1826
S W I S S C R A M P A G N E
Berne Médaille d'or 1914 avec Félicitations du Jury
MAULER & CIE
au Prieuré St-Pierre MOTIERS-TRAVERS

Massage-Kurse
für Damen u. Herren
ärztliche Schlussprüfung, auch Bademeister-Ausbildung. Antritt nach Belieben. 1—3 Monatskurse. Auch Stellennachweis.
Krüger's Kurbad
Bern. (280)

WER
ein Hotel eine Pension eine Kuranstalt **zu verkaufen zu verpachten zu kaufen zu pachten**
sucht, inseriert mit Erfolg in der in Basel erscheinenden **Hotel-Revue**
Offizielles Organ des Schweizer Hotelier-Vereins.

Gut gehendes **Passanten-HOTEL**
mit 40—50 Betten an guter Lage ist sehr günstig zu verkaufen.
Offerten unter Chiffre Z. U. 1770 an die Annoncen-Exp. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34. (233)

DAVERIO HENRICI & CIE, A.-G., ZÜRICH
Mühlenbau-Anstalt und Maschinen-Fabrik
„MOLINELLO“
unentbehrliche Maschine für **Hotels, Pensionen, Sanatorien usw. zum Brechen und Feinmahlen von Zucker, Biskuits, Teigwarenabfällen, Kakao, Kaffee, Salz, Pfeffer, Drogen u. a. m.**
Illustrierte Prospekte gratis und franko. (107)



Schweizerische **Revisionsgesellschaft A.-G.**
ZÜRICH, Limmatquai 34
Telegramm: Revisionag — Telefon 112.89
Formelle und materielle Bücherprüfung
Kaufm. Organisationen und Reorganisationsen
Buchführung — Abschlussarbeiten
Sanierungen — Nachlassverträge
Expertisen — Pfandhalterschaften
Beratung in Vermögens- und Erbschaftsangelegenheiten (205)
— Strengste Verschwiegenheit —

Locarno-Muralto.
Schönes Haus mit modernem Komfort, 90 Lokalen, 700 m² Garten, prachtvolle sonnige Lage, Tram, sehr geeignet für Hotel-Pension, ist zu günstigen Bedingungen zu vermieten oder zu verkaufen. (228) **E. Venturi, Locarno.**

„FIDES“ Revisoren
Buchhaltungs- und Betriebsorganisationen Liquidationen, Sanierungen
Vermögens-Verwaltungen Konstituierung von Aktien-Gesellschaften im In- und Auslande (192)
Absolut unabhängiges Institut Bildung u. Leitung von Syndikaten Beratung in Steuer- und Beteiligungsangelegenheiten
Telegramme: „Fides“, Telefon 102,87

PROPR-ZUCKER
Verlangen Sie Offerte **PROPR** Culmannstr. 35 : ZÜRICH : (183)

Silberpolieranstalt Zürich
Telephon No. 10 369 St. Annagasse 9 Telefon No. 10 369
Inhaber: **J. Guggenheim.**
Aufpolieren sämtlicher Tafelgeräte. Aeusserst günstige Abonnementpreise für Hotels und Restaurationen.
Erste Referenzen. (215)
Vergolden :: Versilbern :: Vernickeln :: Reparaturen.

Eiskastenfabrik Sautter & Jmber, Zürich Begründet 1863
Eisgasse vorm. E. Schnelder & Co. Lagerstr. 55
Eisschränke neuester Systeme (87)
Bierausschankanlagen
Kühlanlagen, Isolierungen
Conservatoren, Glacemaschinen
Erstkl. Referenzen — 2 gold. Metalllen S. L. A. 1914

Daily Mail
CONTINENTAL EDITION
Gives all the News Many Hours in Advance of any other English Journal circulating on the Continent.
Head Office: 36, Rue du Sentier, PARIS.

ESWA Einkaufs-Centrale für Schweizer. Wäschereibetriebe
Talacker 40 ZÜRICH I Telefon 2808
empfiehlt sich den Herren Hoteliers zur Lieferung von allen Materialien, die für den Wäschereibetrieb notwendig sind.
Bestbewährte Qualitäten, billigste Preise! (109) II



SCHWEIZER HOTEL-REVUE REVUE SUISSE DES HOTELS

La Guerre et le Mouvement des Etrangers.

La guerre déchaînée à ses frontières est, pour la Suisse aussi, malgré sa neutralité, une source de cruelles afflictions. C'est là un fait qui, de jour en jour, presque d'heure en heure, s'affirme hélas davantage. Sans doute, on s'est assez vite accommodé des nouveaux impôts et des élévations de taxes et l'on a constaté avec plaisir qu'après un premier moment de recul la vie reprenait un peu de son « train-train » d'antan. L'inquiétude n'en persiste pas moins et si l'on considère que des décisions définitives continuent à ne pas se produire sur le théâtre des hostilités, il ne faut guère s'étonner que dans notre pays des centaines de mille personnes n'espèrent pas grand-chose de la saison qui commence.

Les hôteliers notamment n'ont aucune raison de bâtir des châteaux en Espagne, car pour eux l'avenir, même immédiat, est encore caché *très lointain* et d'après tous les indices de l'heure présente cette saison ne sera guère brillante.

La circulation internationale périlleuse, l'échange des voyageurs entre les Etats belligérants et la Suisse est des plus faibles, cela par suite des détours et des autres désagréments auxquels le touriste est soumis. Au surplus les classes aisées des pays étrangers semblent peu disposées à entreprendre au petit bonheur des déplacements d'agrément et des villégiatures de santé.

Aussi voyons-nous le courant cosmopolite diminuer de mois en mois; cette réduction porte à notre industrie hôtelière et à notre économie générale un préjudice qu'il sera difficile de réparer.

L'importance matérielle du trafic des étrangers n'a peut-être jamais, en ce qui concerne la Suisse, apparu avec plus de netteté et d'évidence que dans ces mois de guerre durant lesquels, sauf en quelques stations privilégiées, l'industrie des hôtels a pour ainsi dire totalement chômé. S'il est vrai que l'afflux des visiteurs en Suisse ait baissé l'an dernier d'environ 50 % et nous n'avons aucune raison de croire cette estimation exagérée — il en résulte en chiffre rond un dégrèvement de notre économie nationale une perte de 200 millions. Pour un petit pays c'est un déficit énorme et d'autant plus sensible qu'il est supporté non pas tant par les puissantes épaules du capitalisme que par les couches économiquement les plus faibles de la population, c'est-à-dire par la classe des travailleurs. 200 millions de pertes l'an dernier, peut-être 300 ou 400 millions de pertes cette année, quelle somme de maux et de soucis matériels ces chiffres ne représentent-ils pas! Combien d'hôteliers, combien de commerçants ruinés ou tout au moins lésés par des années, combien d'employés d'hôtels qui, par l'effet de la suppression complète du tourisme international, ont perdu leurs places et leur pain quotidien, sans parler du tort fait aux industries dont la meilleure clientèle se recrutait dans le monde des étrangers.

Qu'en disent donc, à présent, ces envieux et ces mauvais augures qui se complaisaient auparavant dans le rôle de dénonciateurs et de diffamateurs de l'industrie du tourisme dont ils dépeignaient sous des couleurs outrées le danger moral et économique. Il serait intéressant d'apprendre quelle ancre de salut ils ont à offrir maintenant aux nécessiteux et par quelles ressources ils pensent remplacer cette industrie des étrangers. Ils ont eu, ce nous semble, largement le temps de se concerter, mais nous ne sachions pas encore qu'au bout de ces neuf mois de guerre ils aient apporté aucun projet utilisable. Et cette impuissance se conçoit, car démolir un édifice économique ou en bâtir un sont deux problèmes absolument différents. En tous cas une chose est claire, c'est que cet or étranger si fort décrié dans certains milieux ferait aujourd'hui l'affaire de nombre de gens bien mieux que les phrases octueusement patriotiques de ces moralistes qui, avant la guerre, étrillaient de belle main l'industrie hôtelière et qui maintenant seraient incapables de procurer seulement un morceau de pain aux sans-travail et aux miséreux. Que l'on compare les hôteliers et leurs adversaires, les premiers l'emportent de cent coudées sur leurs détracteurs par les services qu'ils rendent en faveur du bien-être général tandis que, au lieu d'actes, le clan opposé ne sait que lancer des paroles rageuses. Le citoyen observateur et de sens réfléchi jugera aisément de quel côté se trouve le droit dans cette lutte d'opinions et les hôteliers peuvent attendre d'autant plus tranquillement ce jugement qu'avec la misère économique dont elle est escortée la période actuelle démontre de la façon la plus impressionnante la justice de leur point de vue.

Depuis fort longtemps l'industrie hôtelière a prouvé son droit à l'existence; les évé-

nements actuels montrent avec une singulière netteté quelle place lui appartient réellement dans notre prospérité générale. Reconnaître, en effet, que la diminution du trafic hôtelière équivalait pour notre pays à une véritable calamité publique est maintenant une nécessité même pour ceux qui, jusqu'ici, par ignorance du véritable état de choses, lapidaient de leurs anathèmes l'exploitation du tourisme et prétendaient démontrer noir sur blanc à notre peuple que nous n'avons pas besoin des étrangers. C'était là un mot malheureux, car certainement, et aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'eux. Des milliers de millions de la fortune du peuple suisse sont engagés dans les hôtels, dans les chemins de fer et dans les autres institutions tributaires du tourisme. Des centaines de mille personnes, depuis l'employé d'hôtel, l'agriculteur et l'ouvrier jusqu'au grand négociant et au grand industriel trouvent directement ou indirectement leur profit dans le mouvement international des étrangers chez nous. Ce serait indubitablement un rude coup pour le commerce et l'industrie si les recettes provenant de cette circulation devaient manquer d'une manière durable et le commerce ne saurait réussir à trouver dans l'exportation une compensation appréciable de ce déficit, cela d'autant moins que dans la règle il faut des années d'efforts pour conquérir de nouveaux débouchés.

Mais pour l'Etat aussi et pour les communes également le développement du mouvement des étrangers est d'une portée considérable, car non seulement les budgets des grandes régions gouvernementales reposent pour une bonne part sur l'accroissement constant du courant des voyageurs, mais Etat et communes tirent sous forme d'impôts plus élevés un profit important de l'hôtellerie et des commerces qui s'y rattachent. Dire que nous n'avons pas besoin des étrangers est donc un non-sens. Et si, pendant cette malheureuse guerre, nous devons prendre notre part de la disparition totale du tourisme, ce sera une de nos tâches les plus importantes de faire revivre celui-ci après la conclusion de la paix, de le renforcer et de le développer par tous les moyens. A cet égard des devoirs importants incombent aussi à l'Etat, car il suffit de faire remarquer que c'est l'Etat avant tout qui bénéficie, après la crise actuelle, de la reprise en plein essor du facteur économique que constitue l'industrie des étrangers. On est donc fondé à espérer qu'à l'avenir l'Etat soutiendra l'industrie hôtelière avec un peu plus de générosité que par le passé.

Mais ce n'a jamais été un faible des hôteliers de compter sur l'appui de l'Etat ni de qui que ce soit d'autre. Ils savent que, pour ressusciter après la guerre leur industrie, ils devront s'aider eux-mêmes et c'est pourquoi ils entendent prendre à ce moment-là en mains avec énergie et en gens avisés les intérêts du tourisme en Suisse. Les perspectives de ce côté-là ne sont pas pour l'instant, hélas, des plus roses. La guerre a tellement égaré les esprits qu'elle n'a pas pu se déchaîner sans valoir de graves dommages et porter de graves contre-coups même à notre Suisse restée neutre. Nous avons vu de ci, de là, apparaître des dispositions d'esprit qui, loin de satisfaire à une neutralité comprise en toute objectivité, tendent à nous faire prendre indûment parti pour l'un ou pour l'autre camp. Il en est résulté, par la suite, des préjugés inconsidérés qui ont finalement abouti à une mise à l'index de notre pays. C'est ainsi notamment que des journaux allemands ont mis en garde leurs lecteurs contre les excursions en Suisse romande et que, du côté franco-anglais, on a tenté d'exercer une pression sur l'hôtellerie suisse en suggérant à quelques maisons l'idée de se faire inscrire sur une liste hôtelière d'hôtels « neutres » avec engagement de ne pas accueillir des voyageurs « ennemis ». Comme si nous, Suisses, nous avions nulle part des ennemis! Bien que dès le début la direction de notre Société se fût opposée énergiquement à ces tendances, il est cependant évident que les hôteliers n'ont pas une position facile en face de ces courants divergents. On a cru, il est vrai, pouvoir trouver une solution dans le moyen suivant: chaque hôtelier se déclarerait pour telle ou telle nation. Cette solution peut, pendant la guerre, répondre au but désiré, tant que la haine des peuples entre eux reçoit chaque jour un nouvel aliment. Mais, dès que la paix sera rétablie et que les relations internationales du commerce et des voyageurs se seront renouées, cette combinaison ne suffira plus. Ce n'est pas à nos hôteliers de flatter les rivalités nationales de la clientèle étrangère en accueillant les ressortissants d'une seule nation et en fermant leurs portes aux citoyens des autres pays. Après comme avant la guerre, la Suisse vivra en termes d'amitié avec tous les peuples et désirera

traiter affaires avec eux tous, et c'est pourquoi les hôteliers suisses penseront, eux aussi, à montrer à tous leurs hôtes que chez nous ils sont tous également et cordialement les bienvenus et que, nonobstant nos sympathies personnelles, nous ne donnons la préférence à aucun peuple.

Dès le début des hostilités, nos hôteliers ont, par leur affabilité à l'égard des étrangers, prouvé que nous, Suisses, nous sommes, dans ce tournoi des nations, absolument neutres et que, malgré le préjudice économique qui nous atteint, nous maintenons bien haut au-dessus de tout le principe de l'hospitalité helvétique. Une fois la guerre terminée, les hôteliers suisses ne failliront pas à cette tradition et ils mettront leur tact et leur habileté à faire oublier sous toit neutre à tous leurs hôtes étrangers les querelles d'hier, pour les rapprocher de nouveau les uns des autres dans des efforts et des buts communs.

Si l'hôtelier suisse se soumet avec la souplesse qui lui est propre à cette mission civilisatrice — et nous ne doutons pas un instant qu'il n'accepte ce mandat — il rendra un inestimable service non seulement à nos intérêts économiques, si bas tombés actuellement, mais encore et surtout à la grande idée de la paix universelle.

La crise de l'industrie hôtelière en France.

Parmi les industries françaises qui ont été le plus éprouvées par la guerre, écrit le « Matin », il faut citer celle des hôteliers. La situation, sans doute, n'est pas la même pour les grands hôtels et pour les petits. Ceux-là, les « meublés », ont été le plus durement éprouvés. Nous avons demandé à deux personnalités de nous exposer les doléances et les desiderata de la corporation, et voici ce qu'elles nous ont répondu:

Les petits hôtels.

Au nom des moyens et des petits hôteliers, M. Degrange, vice-président de leur chambre syndicale, nous a dit:

— Notre industrie est dans le marasme. Bien plus, ce sera bientôt la ruine si les pouvoirs publics ne nous viennent en aide. Tous nos collègues ont fait l'impossible pour accomplir leur devoir patriotique, mais la plupart n'ont pu se mettre à jour avec le percepteur, et aujourd'hui ils sont l'objet de sommations, de contraintes, de commandements, etc. La cause primordiale de leur impuissance à payer l'impôt est que, dans un intérêt d'ordre public, on les oblige à garder de nombreux locataires qui, non seulement ne paient pas leur location, mais ont le droit reconnu et proclamé par le juge de paix d'exiger le linge, le blanchissage, l'eau, l'éclairage, le service, et enfin tous les accessoires coûteux de la location meublée. Dans ces conditions, vous en conviendrez, il eût mieux valu pour nous de fermer nos maisons que de continuer leur exploitation. Mais la défense de fermer était absolue.

« Nos adhérents ont cherché à se faire payer tout au moins le blanchissage: les juges de paix les ont condamnés. En plus de sa patente, de son loyer et de ses impositions, l'hôtelier doit acquitter tous les mois une moyenne de 80 francs de blanchissage, 30 frs. d'éclairage, 150 francs de personnel, 25 francs d'eau, 15 francs de vidange, et il faut tenir compte de l'usure et de l'amortissement du matériel. De nombreux tenanciers ont été obligés d'emprunter pour faire face à ces obligations. »

M. Degrange ajoute avec amertume:

— Je connais des collègues mobilisés dont les femmes ont sollicité l'allocation habituelle. Elle leur a été refusée sous le prétexte que, « possédant », elles ont des ressources, alors qu'en réalité elles sont dans la détresse.

« Le ministre des finances a décidé que tous les propriétaires dont les établissements sont clos par suite des circonstances bénéficieraient de l'exemption d'impôt pendant le temps qu'ils n'auront pu exercer leur profession. Nous voudrions savoir pourquoi les hôteliers ne sont pas exonérés, puisqu'ils sont contraints de maintenir leurs établissements ouverts. Entre être fermé volontairement ou « être ouvert malgré soi », on ne doit pas et on ne peut pas faire de différence. En toute équité, les hôteliers doivent être dégrévés. »

« Le moratorium du 17 décembre nous avait donné un semblant de satisfaction: celui du 7 janvier remet tout en question et il devient impossible de se faire payer même par ceux qui, travaillant, gagnent largement leur vie. »

« La plupart des petits hôteliers sont d'anciens garçons d'hôtel qui ont réussi, grâce à

leurs modestes économies, à réaliser ce rêve de leur vie: se rendre indépendants. Ils ont, dans le plus grand nombre des cas, accepté des échéances très lourdes afin d'acquitter la part qu'ils ne pouvaient payer immédiatement. La guerre survient avec ses conséquences, et c'est la ruine. »

« Il semble injuste que l'on refuse l'exemption de la patente aux hôteliers, quand on l'accorde de plein droit aux commerçants qui ont volontairement fermé leur établissement. »

« Refuser de traiter les uns et les autres sur le même pied d'égalité, ce serait commettre une injustice, et les hôteliers, qui ont fait tout leur devoir, ont le droit de compter sur la bienveillance des pouvoirs publics. »

Les grands hôtels.

D'autre part, au nom des établissements de plus grande importance, M. Demelette, président du syndicat de l'industrie hôtelière, nous a déclaré:

— Les affaires, assurément, ne sont pas brillantes, mais au fond nous ne sommes pas plus éprouvés que nos confrères de la Suisse et de l'Italie. A quelques exceptions, très rares d'ailleurs, les grands hôtels parisiens demeurent ouverts. Cependant tant que les Allemands seront encore si près de Paris et que les communications ne seront pas rendues plus faciles, les étrangers, qui sont le fond de notre clientèle, ne viendront pas.

« Ils pourraient le faire pourtant: ils trouveraient nos hôtels prêts à les recevoir avec le confort qu'ils étaient accoutumés à trouver avant la guerre. Nous avons eu des difficultés, notamment pour le recrutement du personnel, mais les avons surmontés. »

« Ceux que je plains — et je suis très désintéressé dans cette question — ce sont nos confrères des villes d'eaux. Leurs établissements ont été réquisitionnés pour les blessés et nous sommes à un mois de la saison. Il ne faut pas empêcher les malades de se soigner, il ne faut pas écarter les étrangers qui ont l'habitude de faire leur cure annuelle. »

« Nos confrères se sont prêtés de bonne grâce aux exigences de la réquisition et ils ont donné plus qu'on ne leur demandait. Mais ils forment une modeste requête dans l'intérêt des stations mêmes et pour conserver un noyau de clientèle; que l'autorité militaire mette à leur disposition — suivant les possibilités — un certain nombre d'hôtels dans chaque ville d'eau et ils seront satisfaits. »

« Je vous dirai, conclut M. Demelette, que notre industrie est, pour ainsi dire, suspendue. Nous perdons de l'argent, mais nous voudrions que de notre fait et dans la mesure du possible, Paris conservât sa physionomie habituelle. Nous voudrions aussi assurer le sort du personnel qui est resté dans nos maisons. »

Vermischtes.

Der Kampf gegen den Alkohollismus. Seit einigen Monaten hat die in den Vereinigten Staaten bestehende Bewegung gegen den Alkohollismus wiederholt Fortschritte zu verzeichnen. Am 1. September 1914 besaßen 9 Staaten der Union das Staatsverbot; Herstellung und Verkauf von alkoholischen Getränken sind im Staate selbst verboten und nur Private haben das Recht, zu ihrem persönlichen Gebrauch Getränke einzuführen. Vom September bis zum Monat Dezember 1914 haben sich infolge einer Volksabstimmung weitere fünf Staaten für das Verbot entschieden: Virginien, Oregon, Washington, Colorado und Arizona. In den drei ersten Monaten des Jahres 1915 setzte in den Parlamenten der Unionstaaten sozusagen ein Wettrennen ein: die Wähler von Alabama, Arkansas, Iowa, Utah haben die Staatsprohibition angenommen, und was immer man auch von der Durchführung derartiger Gesetze halten mag, so sprechen sie jedenfalls für das Vorhandensein einer der Alkohollbekämpfung günstigen öffentlichen Meinung.

Landwirtschaftliche Unterrichtskurse in Eisenbahnzügen. Die amerikanischen Eisenbahnen sind in manchen Gegenden allein oder doch vorwiegend auf den Transport der landwirtschaftlichen Bodenprodukte angewiesen. Ihre Verdienstmöglichkeiten sind deshalb in weiten Grenzen von dem Gedeihen der Landwirtschaft abhängig, und sie haben alle Ursache, diese tustlichst zu fördern. Das geschieht denn auch nach allen Richtungen hin. So haben die dortigen Eisenbahnverwaltungen in den letzten Jahren besondere Unterrichtszüge eingestellt, die mit vollständigen Einrichtungen zum Veranlassen von Ausstellungen, zum Halten von Vorträgen und zum Erteilen von praktischen und theoretischem Unterricht ausgerüstet sind. Diese Züge fahren auf den verschiedenen Eisenbahnstrecken von Ort zu Ort, um je nach Bedarf längere oder kürzere Zeit zu verweilen, während das mitfahrende Lehrpersonal Ausstellungen, Vorträge und Unterrichtskurse für alle Zweige der Landwirtschaft veranstaltet, zu denen die Bevölkerung freien Zutritt hat. Dass diese die Vorteile dieser Einrichtung richtig einschätzt, beweisen die große Teilnahme an allen Veranstaltungen und die fortwährend eingehenden Anfragen sowohl seitens der landwirtschaftlichen Vereinigungen wie auch der Behörden und der Einwohner, um Einlegung neuer Unterrichtszüge und Abhaltung weiterer Kurse.

